

**MANIFESTATION D'INTERET SPONTANEE**  
**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET CONCURRENTE**  
**PORT DE PLAISANCE DE SAINT-BRIEUC LE LEGUE**

Identification des autorités compétentes :

Autorité portuaire : SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE

Autorité concessionnaire : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES COTES D'ARMOR

Contexte :

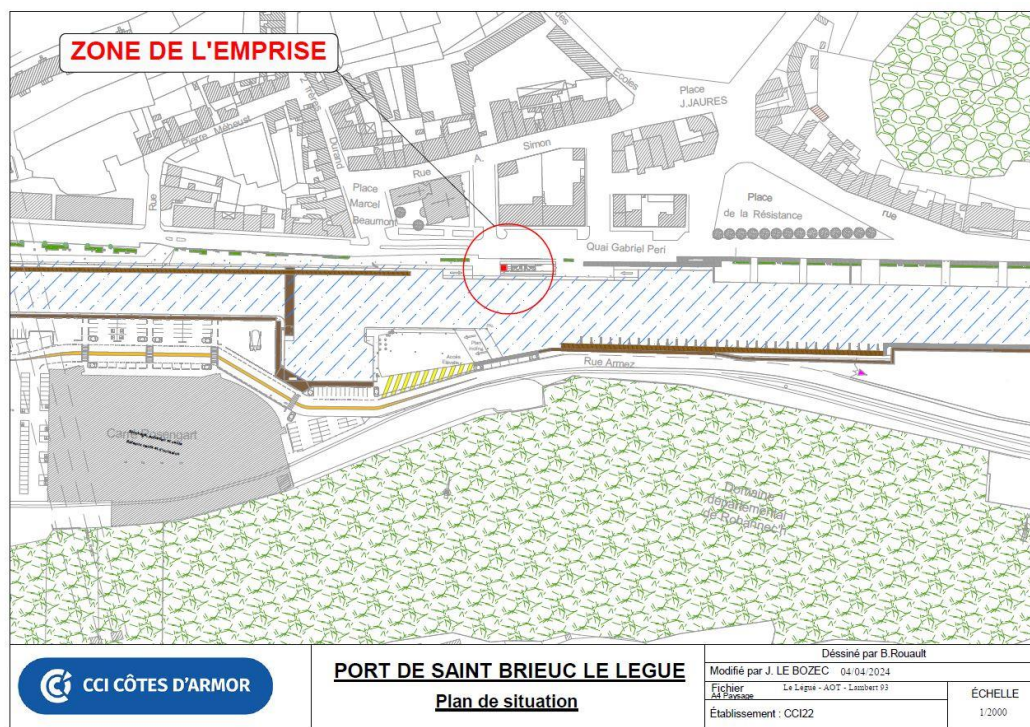
La Société BRIAND MARINE SERVICE, dont le siège social est situé 14 rue du Pramet Maouré à Lamballe (22400), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Saint Briec sous le n°844 583 971 ; représentée par son Gérant Monsieur Maxime BRIAND, a fait part de son intention d'exploiter une emprise de 15,42 m<sup>2</sup> à usage de bateau école dans un local de la Maison des Plaisanciers sis 10 Quai Gabriel Péri au port de plaisance du Légué sur la commune de Plérin (22190) pour une durée de 3 ans sur la période du 1<sup>er</sup> mai 2024 au 30 avril 2027, à usage d'activité de vente et de réparation de bateaux de plaisance.

En application de l'article L. 2122-1-4 du Code général de la propriété des personnes publiques, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor prend acte de la manifestation d'intérêt spontanée de la Société BRIAND MARINE SERVICE, et s'assure, par la présente publicité, et avant signature du titre, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente, sous un délai d'un mois suivant la publication de la présente.

Désignation des lieux :

Une emprise de 15.42m<sup>2</sup> située à au port de plaisance de Saint Briec Le Légué conformément au plan ci-après.

Plan de situation :



Conditions juridiques de l'occupation :

Activité : Située sur le domaine public maritime, cette emprise mise à disposition ne pourra accueillir que des activités de nature à contribuer au développement du port.

Nature de l'autorisation d'occupation temporaire : L'occupation de l'espace portuaire ci-dessus mentionné sera formalisée par une autorisation d'occupation temporaire (AOT) non constitutive de droits réels.

Durée : 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 jusqu'au 31 juillet 2027.

Redevance d'occupation du domaine public : L'occupant versera une redevance annuelle à compter de la prise de possession des lieux. Cette redevance sera proposée par les opérateurs et discutée avec les autorités compétentes.

Manifestation d'intérêt concurrente :

Les personnes intéressées devront transmettre leur manifestation d'intérêt concurrente par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor

Direction des Etablissements Gérés

16 Rue de Guernesey CS 10514

22005 SAINT-BRIEUC CEDEX 1

Au plus tard le 20 juin 2024 à 12h00

En cas de remise des plis contre récépissé, il est rappelé que les jours et heures d'ouverture sont les suivants : 8h30/12h30 et 14h/17h30.

Aucun envoi n'est autorisé par voie électronique ou par télécopie.

Les éventuelles manifestations d'intérêt devront obligatoirement comprendre les éléments suivants :

- Une présentation de l'opérateur intéressé et ses coordonnées (adresse postale, courrier électronique, ...)
- Une présentation détaillée du projet sur la surface concernée dans le respect des conditions exposées dans le présent avis (nature des activités, ...)
- Un extrait K-Bis de l'opérateur intéressé si ce document est disponible eu égard au statut du candidat
- Tout élément complémentaire que l'opérateur intéressé juge pertinent pour éclairer et compléter sa manifestation d'intérêt.

Déroulement de la procédure :

Dans l'hypothèse où aucune manifestation d'intérêt concurrente ne serait reçue dans les délais impartis, les autorités compétentes traiteront directement de l'autorisation d'occupation des surfaces portuaires ci-dessus décrites avec la société BRIAND MARINE SERVICE.

Dans l'hypothèse où, à l'issue du délai mentionné ci-avant, un ou plusieurs opérateurs manifesteraient leur intérêt pour occuper ces emprises portuaires dans les conditions définies par le présent avis, il sera procédé, sans nouvelle publicité, à une procédure de sélection préalable, conformément à l'article L.2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques. A cette fin, un dossier sera adressé aux opérateurs ayant manifesté leur intérêt, les informant des modalités précises de la sélection préalable qui sera menée par les autorités compétentes, et du contenu des propositions à remettre.

Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires et les questions éventuelles peuvent être obtenus par demande auprès de :

M Nicolas GOGER

Tél. 06.75.91.67.63

Courriel : [nicolas.goger@cotesdarmor.cci.fr](mailto:nicolas.goger@cotesdarmor.cci.fr)

Toute demande orale (téléphonique) sera formalisée ensuite par mail par le demandeur.